

Arrêté préfectoral n° IC/2023/ 210
ordonnant l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur les deux demandes d'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien sur le territoire des communes de BERLISE et de LE THUEL, présentées par la société Wpd Energie 99 et la société Wpd Energie 105

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et L.181-9 et suivants et R.181-36 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

VU le décret du Président de la République en date du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, préfet de l'Aisne ;

VU l'arrêté de délégation 13 juillet 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent ROYER, directeur départemental des territoires de l'Aisne ;

VU la demande déposée le 27 juillet 2021 par la société Wpd Energie 99, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Berlise ;

VU la demande déposée le 27 juillet 2021 par la société Wpd Energie 105, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Le Thuel ;

VU l'étude d'impact et les pièces présentes dans les dossiers ;

VU les rapports de l'inspection des installations classées en date du 22 novembre 2022 établissant la recevabilité des demandes précitées ;

VU le courrier du 23 janvier 2023 mentionnant l'absence d'observation de l'autorité environnementale sur le projet du parc éolien de Beaumont Nord ;

VU l'avis de l'autorité environnementale sur le projet de parc éolien de Beaumont Sud ;

VU la réponse de la société Wpd Energie 105 à l'avis de l'autorité environnementale ;

VU les ordonnances E23000007/80 et E23000008/80 de Madame la Présidente du tribunal administratif d'Amiens en date du 18 janvier 2023 portant désignation de Monsieur Jean-Marc Le Gouellec, professeur de techniques industrielles, en retraite, en qualité de commissaire-enquêteur ;

Considérant que l'installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent est visée par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relève de l'autorisation après enquête publique ;

Considérant que les deux projets, dénommés Parc éolien de Beaumont Nord et Parc éolien de Beaumont Sud, sont géographiquement proches ;

Considérant qu'une enquête publique unique sur ces deux projets contribuera à améliorer l'information et la participation du public ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet et durée de l'enquête

Il sera procédé à une **enquête publique unique dans les communes de Berlise et de Le Thuel** sur le projet de la société Wpd Energie 99 dit Parc éolien de Beaumont Nord, et le projet de la société Wpd Energie 105 dit Parc éolien de Beaumont Sud, détaillés ci-dessous.

Cette enquête se déroulera **du lundi 13 novembre 2023 au mercredi 13 décembre 2023 inclus**.

La société Wpd Energie 99 demande l'autorisation environnementale de construire et d'exploiter un parc éolien de 2 aérogénérateurs et 1 poste de livraison et de construire les ouvrages de transport de l'électricité ainsi produite. Ce projet est situé sur le territoire de la commune de **Berlise**. Ces éoliennes sont dotées d'une puissance unitaire maximale de 5 MW et d'une hauteur en bout de pales de 180 mètres. Les parcelles cadastrales de la commune de Berlise concernées sont les suivantes : ZD 39, ZD 40 ZE 12 et ZE 15.

La société Wpd Energie 105 demande l'autorisation environnementale de construire et d'exploiter un parc éolien de 2 aérogénérateurs et 1 poste de livraison et de construire les ouvrages de transport de l'électricité ainsi produite. Ce projet est situé sur le territoire de la commune de **Le Thuel**. Ces éoliennes sont dotées d'une puissance unitaire maximale de 5,7 MW et d'une hauteur en bout de pales de 200 mètres. Les parcelles cadastrales de la commune de Le Thuel concernées sont les suivantes : AD 45 et AD 60.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après information du préfet, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de 15 (quinze jours), notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation d'enquête.

Sa décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans les communes concernées ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

Article 2 : Consultation du dossier et permanences

Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique relatif aux deux demandes d'autorisation d'exploiter, qui comporte notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, dans les mairies de Berlise et de Le Thuel aux heures habituelles d'ouverture.

Le commissaire enquêteur désigné sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

JOURS	HEURES	LIEU
Lundi 13 novembre 2023	9h00 à 12h00	Mairie de LE THUEL
Samedi 18 novembre 2023	9h00 à 12h00	Mairie de BERLISE
Jeudi 23 novembre 2023	14h00 à 17h00	Mairie de LE THUEL
Mardi 28 novembre 2023	14h00 à 17h00	Mairie de BERLISE
Vendredi 8 décembre 2023	9h00 à 12h00	Mairie de LE THUEL
Mercredi 13 décembre 2023	14h00 à 17h00	Mairie de BERLISE

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est également consultable sur le site internet de la préfecture (www.aisne.gouv.fr) et sur le site du registre numérique (<https://www.registre-dematerialise.fr/4877>)

Un accès gratuit au dossier est également garanti par un poste informatique situé à la direction départementale des territoires – service environnement – unité ICPE, déchets – 50 boulevard de Lyon – 02010 LAON CEDEX sur prise de rendez-vous.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Article 3 : Publicité et affichage

Un avis d'enquête est porté à la connaissance du public :

1- par voie d'affichage, par les soins des maires, dans les communes de BERLISE, DIZY-LE-GROS, LA VILLE-AUX-BOIS-LES-DIZY, LE THUEL, LISLET, MONTCORNET, MONTLOUE, NIZY-LE-COMTE, NOIRCOURT, RAILLIMONT, ROZOY SUR SERRE, SOIZE du département de l'Aisne, et les communes de BANOGNE-RECOUVRANCE, CHAUMONT-PORCIEN, FRAILLICOURT, HANNOGNE-SAINT-REMY, RENNEVILLE, RUBIGNY, SAINT-QUENTIN-LE-PETIT, SAINT-FERGEUX, SERAINCOURT, SEVIGNY-WALEPPE et VAUX-LES-RUBIGNY du département des Ardennes, dont une partie du territoire est située à moins de 6 kilomètres du périmètre de la ou des exploitation(s) envisagée(s). L'avis est affiché 15 jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci sur des panneaux extérieurs. L'accomplissement de cette formalité sera certifié par les maires.

2- par voie de publication 15 jours avant l'ouverture de l'enquête publique et dans les 8 premiers jours de celle-ci, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Aisne et le département des Ardennes.

3- par voie d'affichage 15 jours avant l'ouverture de l'enquête publique par les demandeurs, de façon visible et lisible depuis la voie publique, sur des panneaux disposés sur chacune des voies d'accès aux terrains, objets de la demande. L'avis devra être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021.

4- par voie de publication 15 jours avant le début de l'enquête publique sur les sites Internet de la préfecture de l'Aisne : www.aisne.gouv.fr et du registre numérique : <https://www.registre-dematerialise.fr/4877>

Article 4 : Observations et propositions du public

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions selon les modalités suivantes :

- sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, tenu à sa disposition dans les mairies de Berlise et de Le Thuel aux jours et heures habituelles d'ouverture ;
- les propositions écrites ou orales seront également reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences aux lieux, jours et heures fixé à l'article 2 ;
- sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/4877>
- par courrier adressé au commissaire-enquêteur à la mairie de LE THUEL, 23 grande rue, 02340 Le Thuel, siège de l'enquête. Elles y sont tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;
- par courrier électronique adressé au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante : enquete-publique-4877@registre-dematerialise.fr

Les observations et propositions du public doivent être consignées, reçues ou notifiées **avant la clôture de l'enquête le 13 décembre 2023 à 17h00.**

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article 5 : Communication de documents à la demande du commissaire enquêteur

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier d'enquête publique par des documents utiles à la bonne information du public, le commissaire enquêteur en fait la demande au responsable des projets. Cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents obtenus ou le refus motivé du responsable des projets sont versés au dossier d'enquête publique tenu au siège de l'enquête et sur le site internet de la préfecture. Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint aux dossiers d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

Article 6 : Visite des lieux

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par les projets, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire-enquêteur en informe au moins 48 heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée. Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire-enquêteur en fait mention dans le rapport d'enquête.

Article 7 : Audition de personnes

Le commissaire-enquêteur peut auditionner toute personne qui en fait la demande ou tout service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur les projets. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur dans son rapport.

Article 8 : Réunion d'information et d'échange avec le public

S'il estime que la nature, l'importance des projets ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur en informe le préfet ainsi que le responsable des projets en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire-enquêteur définit en concertation avec le préfet et le responsable des projets les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable des projets ainsi qu'au préfet. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable des projets sont annexés au rapport d'enquête.

Aux fins d'établissement de ce compte rendu, le commissaire enquêteur peut procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur avec son rapport de fin d'enquête au préfet. Les frais afférents à l'organisation de la réunion sont à la charge du responsable des projets.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le commissaire enquêteur en fait mention dans son rapport.

Article 9 : Clôture de l'enquête et rapport et conclusions

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. En cas de pluralité des lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur et clos par lui.

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontre dans un délai de 8 (huit) jours le responsable des projets et lui communique les observations écrites et orales, qui sont consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de 8 (huit) jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable des projets a 15 (quinze) jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport unique qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet des projets, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et le cas échéant, les observations du responsable des projets en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne dans une présentation séparée ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet, pour chacune des deux demandes.

Le commissaire enquêteur transmet dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la clôture de l'enquête publique au préfet de l'Aisne, direction départementale des territoires – service environnement – pôle I.C.P.E., déchets – 50 Boulevard de Lyon – 02011 LAON CEDEX – l'exemplaire du dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées.

Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur par le préfet, après avis du responsable des projets.

Toute personne pourra prendre connaissance à la Direction départementale des territoires et dans les mairies de Berlise et de Le Thuel de la copie du rapport et des conclusions motivées pour chaque demande du commissaire-enquêteur où elle sera tenue à sa disposition pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces éléments sont rendus publics sur le site internet de la préfecture pour une durée d'un an.

Le préfet peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur est informé de la tenue d'une telle réunion.

Article 10 : Enquête complémentaire et suspension d'enquête

Pendant l'enquête publique, si le responsable des projets estime nécessaire d'apporter à son projet des modifications substantielles, le préfet peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur, suspendre l'enquête publique pendant une durée maximale de 6 (six) mois. Cette possibilité ne peut être utilisée qu'une seule fois.

À l'expiration du délai fixé, et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté, l'enquête est prolongée pour une durée d'au moins trente jours.

Au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le responsable du projet peut, s'il estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander au préfet d'ouvrir une enquête complémentaire d'une durée de quinze jours portant sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et l'environnement. L'enquête complémentaire est ouverte dans les mêmes conditions que l'enquête initiale. Le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête publique est alors reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Article 11 : Information et décision

Le préfet de l'Aisne est l'autorité compétente pour prendre les décisions relatives aux deux demandes susvisées, qui peuvent être un arrêté d'autorisation environnementale assorti de prescriptions ou un arrêté de refus.

Ces arrêtés vaudront décision :

- sur les demandes d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Des informations peuvent être demandées auprès de la société Wpd Energie 99 et de la société Wpd Energie 105, 32-36 rue de Bellevue, à Boulogne-Billancourt (92100) – parc.eolien.beaumont@wpd.fr, ou à la Direction départementale des territoires, Service Environnement, Pôle I.C.P.E., 50 boulevard de Lyon 02011 LAON cedex.

Article 12 : Délibération des collectivités territoriales :

Les conseils municipaux des communes ainsi que les autres collectivités territoriales ainsi que leurs groupements intéressés seront appelés à donner leur avis sur les demandes d'autorisation, dès le début de la phase d'enquête publique. Toutefois, ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Article 13 : Désignation du commissaire enquêteur

Monsieur Jean-Marc Le Gouellec, professeur de techniques industrielles en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur, pour conduire l'enquête unique sur les projets indiqués ci-dessus.

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

Le commissaire enquêteur remplaçant exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Article 14 : Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture, le Sous-Préfet de VERVINS, le Directeur départemental des territoires, les Maires des communes citées à l'article 3, ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Président du Tribunal administratif d'AMIENS, au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'au responsable des projets.

À Laon, le

- 4 OCT. 2023

Le Directeur départemental
des territoires



Vincent ROYER